



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/RES/52/218  
3 février 1998

---

Cinquante-deuxième session  
Point 137 de l'ordre du jour

### RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

[sur le rapport de la Cinquième Commission (A/52/726)]

**52/218. Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1994**

*L'Assemblée générale,*

*Prenant acte* des rapports du Secrétaire général sur le financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1994<sup>1</sup>, et sur les conditions d'emploi des juges du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et du Tribunal international pour le Rwanda<sup>2</sup>, ainsi que du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>3</sup>,

*Notant* que la présentation du rapport du Secrétaire général<sup>1</sup> a été améliorée, que ce document était disponible en temps voulu et qu'il a été établi sur la base du coût intégral et donne des renseignements sur le coût annuel des postes nouveaux et sur les indicateurs de résultats, comme le Comité consultatif l'avait recommandé<sup>4</sup> lorsqu'il a examiné la question,

---

<sup>1</sup> A/C.5/52/13 et Corr.1.

<sup>2</sup> A/52/520.

<sup>3</sup> A/52/697.

<sup>4</sup> Voir A/51/7/Add.8 et Corr.1 et 2. Pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément n° 7*.

1. *Fait siennes* les observations et recommandations figurant dans le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>3</sup>, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

2. *Note* que le Secrétaire général va supprimer progressivement, d'ici à la fin de 1998, la pratique consistant à recourir à du personnel fourni à titre gracieux au Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994, conformément aux dispositions de sa résolution 51/243 du 15 septembre 1997;

3. *Prie* le Secrétaire général d'inclure dans son rapport sur l'exécution du budget de 1997, afin de faciliter l'évaluation des activités du Tribunal international pour le Rwanda;

4. *Prie également* le Secrétaire général d'inclure dans son rapport sur l'exécution du budget de 1997 les informations qu'elle a demandées au paragraphe 13 de sa résolution 51/215 B du 13 juin 1997;

5. *Prie* le Comité des commissaires aux comptes, conformément aux articles X et XII du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, de présenter un rapport sur les paiements à titre gracieux mentionnés au paragraphe 11 du rapport du Comité consultatif;

6. *Décide* de différer l'examen de la question des pensions des membres du Tribunal international pour le Rwanda jusqu'à ce qu'elle ait examiné le rapport du Secrétaire général sur les émoluments et le régime des pensions des membres de la Cour internationale de Justice qui doit lui être présenté à sa cinquante-troisième session, conformément à sa résolution 50/216 du 23 décembre 1995;

7. *Approuve* les recommandations budgétaires formulées par le Comité consultatif au paragraphe 24 de son rapport;

8. *Décide* d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1994, un crédit d'un montant total brut de 56 736 300 dollars des États-Unis (montant net: 50 879 100 dollars) pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1998;

9. *Rappelle* ses résolutions 49/251 du 20 juillet 1995, 50/213 A du 23 décembre 1995, 50/213 B et C des 11 avril et 7 juin 1996, 51/215 A du 18 décembre 1996 et 51/215 B du 13 juin 1997, dans lesquelles elle a décidé, à titre d'arrangement spécial et exceptionnel, que les États Membres devront renoncer à leurs parts respectives des soldes créditeurs que font apparaître des budgets antérieurs de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda, qui seront virés du Compte spécial de la Mission à celui du Tribunal international pour le Rwanda;

10. *Est consciente* que le solde inutilisé du Compte spécial de la Mission s'élève à un montant brut de 2 060 700 dollars;

11. *Décide* de répartir entre les États Membres, conformément au barème des quotes-parts applicable au financement du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'année 1998, un montant brut de 28 368 150 dollars (montant net: 25 439 550 dollars), comme exposé en détail dans l'annexe à la présente résolution;

12. *Décide également* de répartir entre les États Membres, conformément au barème des quotes-parts applicable au financement des opérations de maintien de la paix pour l'année 1998, un montant brut de 26 307 450 dollars (montant net: 23 894 050 dollars), après déduction d'un montant brut de 2 060 700 dollars

(montant net: 1 545 500 dollars) correspondant au solde inutilisé du Compte spécial de la Mission visé au paragraphe 10 ci-dessus;

13. *Décide en outre* que, conformément aux dispositions de sa résolution 973 (X) du 15 décembre 1955, il sera déduit des charges à répartir entre les États Membres en application des paragraphes 11 et 12 ci-dessus leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts représentant les recettes provenant des contributions du personnel approuvées pour le Tribunal international pour le Rwanda pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1998, soit 5 342 000 dollars.

79<sup>e</sup> séance plénière  
22 décembre 1997

### ANNEXE

**Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 1994**

	<i>Montant brut</i>	<i>Montant net</i>
	<i>(En dollars des États-Unis)</i>	
Crédit ouvert pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1998	56 736 300	50 879 100
Contributions à mettre en recouvrement auprès des États Membres conformément au barème des quotes-parts applicable au financement du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'année 1998	28 368 150	25 439 550
Contributions à mettre en recouvrement auprès des États Membres conformément au barème des quotes-parts applicable au financement des opérations de maintien de la paix pour l'année 1998	28 368 150	25 439 550
À déduire: Solde inutilisé du Compte spécial de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda	(2 060 700)	(1 545 500)
Solde à mettre en recouvrement conformément au barème des quotes-parts applicable au financement des opérations de maintien de la paix	26 307 450	23 894 050